Études d'histoire religieuse

Stéphane-D. Perreault et Sylvie Pelletier, *L'institut Raymond Dewar et ses institutions d'origine. 160 ans d'histoire avec les personnes sourdes*, Québec, Septentrion, 2010, 432p.

Denyse Baillargeon

Volume 77, 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1008414ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1008414ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (imprimé)

1920-6267 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Baillargeon, D. (2011). Compte rendu de [Stéphane-D. Perreault et Sylvie Pelletier, *L'institut Raymond Dewar et ses institutions d'origine. 160 ans d'histoire avec les personnes sourdes*, Québec, Septentrion, 2010, 432p.] *Études d'histoire religieuse*, 77, 148–150. <https://doi.org/10.7202/1008414ar>

Tous droits réservés © Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

bien des pistes de recherche sur l'Église canadienne depuis la Révolution tranquille.

Pierre Lanthier
Département des sciences humaines et CIEQ
Université du Québec à Trois-Rivières

Stéphane-D. Perreault et Sylvie Pelletier, *L'institut Raymond Dewar et ses institutions d'origine. 160 ans d'histoire avec les personnes sourdes*, Québec, Septentrion, 2010, 432 p.

Publié à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de fondation de l'Institut Raymond-Dewar (IRD), cet ouvrage relate l'histoire des institutions francophones pour personnes sourdes fondées à compter du XIX^e siècle. Fruit d'une volonté de cette communauté de rendre hommage à leur *alma mater*, comme le signale l'introduction signée par Pierre-Paul Lachapelle, directeur général de l'IRD qui a lancé le projet en 2001, il s'agit donc d'un ouvrage de commande où les établissements occupent clairement le devant de la scène. Ceux et celles qui s'intéressent à l'histoire des personnes marginalisées y trouveront néanmoins des pistes de réflexion intéressantes.

Le livre s'ouvre sur le contexte qui a présidé à la création des premières institutions pour en suivre l'évolution jusqu'à la fin des années 1880. C'est en raison des nouvelles préoccupations concernant l'éducation des masses dans les sociétés en voie d'industrialisation que s'impose l'idée d'éduquer les sourds nous dit Stéphane-D. Perreault, auteur des quatre premiers chapitres. L'activisme religieux de monseigneur Ignace Bourget assurera que cette mission soit remise entre les mains de deux communautés religieuses, les Clercs de Saint-Viateur pour les garçons et les sœurs de la Providence pour les filles; jusqu'aux années 1960, ce sont ces deux congrégations qui les accueilleront, la formation religieuse occupant une place centrale dans le projet éducatif qu'on leur réserve. Les trois chapitres suivants racontent l'évolution des deux établissements jusqu'à la Révolution tranquille, en insistant, parfois lourdement, sur les péripéties qui ont entouré la construction, les agrandissements et l'aménagement de leurs immeubles, leurs difficultés financières, de même que les cérémonies entourant la célébration de multiples anniversaires dans les années 1940. Les dirigeants et enseignants des deux institutions sont également à l'honneur dans ces pages qui rappellent leur rôle de pionniers et de pionnières dans l'éducation des personnes sourdes, plusieurs faisant des séjours aux États-Unis ou en Europe pour acquérir une formation.

Ces quatre premiers chapitres lèvent néanmoins le voile sur la perception et l'éducation des personnes sourdes au Québec jusqu'au milieu du

XX^e siècle et sur le traitement différencié des sourds et des sourdes. Dès le premier chapitre, Perreault explique que ces différences renvoient non seulement à la nécessité de socialiser filles et garçons en fonction de leur sexe, mais aussi à la mission des deux communautés. Fondées dans un but caritatif, les sœurs de la Providence favorisent, en effet, l'hébergement des sourdes leur vie durant afin de les protéger de la société environnante. De leur côté, les Clercs de Saint-Viateur, communauté éducative, sont davantage préoccupés par l'insertion de leurs protégés dans le monde du travail, ce qui les amène à créer divers ateliers où ils pourront faire l'apprentissage d'un métier et souvent y trouver un emploi à plus long terme. Contrairement aux sourdes, les sourds ne séjournent pas en institution au-delà de leurs études, ce qui les incite à développer des réseaux de sociabilité (cercles de loisirs, clubs sportifs, journaux) inconnus du côté féminin. Par ailleurs, l'intégration des sourdes à la vie communautaire des religieuses semble avoir favorisé la création d'une congrégation religieuse de sourdes (les petites sœurs de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs) dès les années 1880, alors que les hommes devront attendre les années 1920 avant de pouvoir entrer chez les Oblats de Saint-Viateur, un ordre tertiaire créé à leur intention. Ces deux communautés «sourdes» sont cependant subordonnées aux congrégations «entendantes» qui leur ont donné naissance et leurs membres ne peuvent prononcer de vœux perpétuels, ce qui en dit long sur la discrimination qui prévaut à leur endroit, même au sein du milieu qui leur est le plus sympathique. En matière d'enseignement, l'ouvrage nous apprend que l'oralisme (c'est-à-dire l'apprentissage de la parole), sans être exclusif comme dans certains établissements américains, domine dans les deux institutions pendant toute cette période, les éducateurs considérant que les sourds doivent apprendre à fonctionner dans le monde des «entendants».

Les deux derniers chapitres, signés par Sylvie Pelletier, couvrent la période 1960-2008 qui voit disparaître les deux institutions religieuses d'enseignement au profit de l'IRD, du nom d'un jeune militant de la cause sourde, mort prématurément. Comme dans les chapitres précédents, la narration s'articule autour de l'histoire de l'Institut, mais aussi des organismes et associations qui s'occupent ou regroupent des personnes sourdes et qui se multiplient à partir des années 1960. L'intervention de l'État constituant l'une des principales caractéristiques de la période, les lois et politiques gouvernementales qui encadrent désormais l'action de l'IRD et de ses organismes partenaires, l'évolution de son mandat, de même que l'action de ses dirigeants y occupent une place prédominante. Si par moment le chapitre six ressemble à un rapport ministériel tant il demeure près des sources sur lesquelles il s'appuie, cette deuxième partie, surtout le chapitre cinq, renferme néanmoins des informations fort intéressantes sur l'intégration des enfants atteints de surdité dans le système scolaire, sur le militantisme des personnes sourdes qui luttent pour la reconnaissance de leur

culture propre et de la Langue des signes québécoise (LSQ) et sur les débats qui agitent cette communauté, notamment au sujet de l'implant cochléaire qui fait son apparition dans les années 1980.

Dans l'ensemble, on peut dire que cet ouvrage, de facture plutôt descriptive, répond aux conventions du genre : sans négliger les éléments de contexte, c'est aux institutions qu'il consacre la plus grande part d'attention, tout en posant quelques jalons de l'histoire des sourds et de la surdité sur lesquelles cependant on aurait aimé en apprendre davantage. L'évolution des causes de la surdité depuis le XIX^e siècle, par exemple, n'est pas abordée, non plus que le nombre de personnes souffrant de cette affection et leur âge selon les époques. S'il s'intéresse à la culture sourde, les perceptions sociales concernant les insuffisances auditives sont aussi laissées dans l'ombre, alors que l'action des religieux est traitée de manière peu critique. Il s'agit néanmoins d'un ouvrage qui défriche le terrain encore peu exploré de l'histoire du handicap et de la différence qui encouragera, espérons-le, des recherches plus approfondies sur des dimensions plus spécifiques de la surdité.

Denyse Baillargeon
Département d'histoire
Université de Montréal

Yvan Lamonde, *L'heure de vérité : la laïcité québécoise à l'heure de l'histoire*, Montréal, Del Busso, 2010, 224 p.

Lorsque le géographe cartographie le cours sinueux d'une rivière, il privilégie généralement une vue aérienne de son sujet. C'est la posture qu'adopte Yvan Lamonde, historien des idéologies, dans son dernier ouvrage. À travers l'histoire du *Mouvement laïc de langue française (MLF)*, il nous donne à suivre l'évolution de l'idée de laïcité au Québec depuis le début du Régime anglais.

Lamonde fait toutefois remonter l'histoire du MLF à la publication du premier tome du Rapport Parent, en 1961. C'est à cette période, dite de la Révolution tranquille, que l'on assiste au début du militantisme du MLF en faveur de la création d'un réseau d'écoles neutres parallèle aux deux secteurs confessionnels catholique et protestant de notre système d'éducation. La lutte pour l'égalité des droits en éducation constituera ainsi le fer de lance du MLF tout au long de son histoire.

Plusieurs dates sont ici soulignées par l'auteur pour rappeler les facteurs idéologiques et sociologiques qui ont contribué à l'avènement d'un mouvement organisé voué à la promotion de la laïcité scolaire. Plusieurs facteurs ont précédé et favorisé cette prise de parole.